

Le droit à un environnement de qualité est constitutif de tous les droits de l'homme

Chaque homme a le droit de respirer un air pur, droit de boire de l'eau potable, droit de vivre dans des paysages préservés de la pollution... en bref : droit de jouir **gratuitement des bienfaits de la nature**, laquelle est un patrimoine commun à toutes les espèces vivantes.

Les multiples pressions humaines sur l'environnement - au Nord comme au Sud - remettent en cause notre capacité de léguer une planète viable à nos descendants.

La fraternité et la solidarité avec les générations futures est devenue le 3^{ème} moteur de l'engagement des syndicats modernes et progressistes. Le SNE s'inscrit à fond dans cette dynamique.

Préserver l'environnement, plus qu'un devoir : une exigence de développement durable

Allons-nous continuer à piller les ressources naturelles sans nous limiter, à compromettre les équilibres fragiles des écosystèmes, au risque de compromettre la vie des générations qui nous suivront ? Ou bien, serons-nous capables de concilier le progrès économique et technique avec l'équité sociale et la protection de la nature ?

Les syndicalistes ont un rôle à jouer dans ce combat social

Nos dirigeants politiques successifs ont toujours pensé que les préoccupations environnementales ne devaient pas entraver la marche de l'économie. Or, l'économie ne raisonne qu'à court terme, sans se soucier des conséquences écologiques sur le long terme. C'est cette pensée dominante qu'il nous faut renverser : la prise en compte des enjeux sociaux ne doit pas être laissée à la disposition du marché.

La pérennisation du service public

Notre conviction est qu'il faut intégrer le coût de la protection de l'environnement dans la gestion des entreprises. L'économie doit être au service de l'homme et de la nature vivante !



L'Etat est le seul garant de cohérence et d'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire : le service public permet l'accès de tous à un environnement de qualité. Les effectifs et les crédits du Ministère sont largement insuffisants :

AUCUN GOUVERNEMENT N'A ENCORE ADOPTÉ UNE POLITIQUE AMBITIEUSE.

Les missions de service public sont de plus en plus menacées. L'éducation, la santé, les services sociaux, les transports, l'énergie, la communication, la culture, la **protection de l'environnement** sont autant de secteurs directement menacés par l'appétit démesuré du secteur privé. Si la société civile se laisse faire, il vaudra mieux être riche, bien portant dans une région saine, plutôt que pauvre, malade et habitant dans une région polluée !